[Prenom][NOM]
[Adresse1]
[Code Postal] [VILLE]
Tél. : 01.23.45.67.89

[Nom Destinataire]
[Adresse Destinataire]
[Code Postal] [VILLE]
Paris, le 23/11/2026

Objet : Recours gracieux à l'encontre du permis de construire n° [numéro du permis] accordé sur le terrain sis [adresse du terrain]

Monsieur le Maire,

Propriétaire d'un bien situé à proximité immédiate du terrain concerné, j'ai constaté l'affichage sur le terrain de l'autorisation d'urbanisme délivrée pour le projet de [nature des travaux], à l'adresse [adresse du terrain], sous la référence cadastrale [référence cadastrale]. Cet affichage ayant fait courir le délai de recours des tiers, je me permets de vous saisir dans le délai légal de recours par la présente, en date du [date].

Après avoir pris connaissance du dossier et consulté les règles applicables selon le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de [nom de la commune], j'estime que le permis de construire n° [numéro du permis] a été accordé alors que le projet ne me paraît pas conforme aux prescriptions en vigueur sur le secteur. Je vous adresse donc un recours gracieux tendant au retrait de cette décision.

Les motifs qui fondent ma demande tiennent notamment aux règles d'implantation, de gabarit et d'aspect extérieur fixées par le PLU, ainsi qu'aux conséquences du projet sur mon fonds voisin, s'agissant en particulier des vues, de l'ensoleillement et de l'écoulement des eaux. Il me semble que ces éléments méritent un nouvel examen attentif de l'autorisation délivrée.

Je vous demande en conséquence de bien vouloir réexaminer ce dossier et, le cas échéant, de retirer ou de faire modifier le permis contesté afin que le projet respecte l'ensemble des règles applicables. Je reste naturellement ouvert à toute solution amiable qui permettrait de concilier la réalisation des travaux et le respect de mon voisinage.

Vous trouverez joints à ce courrier les éléments utiles à l'instruction de ma demande, notamment la copie de l'affichage relevé sur le terrain, un plan de situation et les pièces justifiant de ma qualité de voisin. Je me tiens à votre disposition pour compléter ce dossier ou pour vous apporter toute précision que vous jugeriez nécessaire.

À défaut de réponse favorable de votre part dans le délai d'instruction, je me réserve la possibilité de saisir le tribunal administratif compétent afin de faire valoir mes droits. Je forme toutefois l'espoir qu'une issue amiable puisse être trouvée dès ce stade, dans l'intérêt de chacun.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'assurance de ma considération distinguée.

[Prenom][NOM]

Signature